



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 17 mars 2010 (26.03)
(OR. en)**

7662/10

PUBLIC 15

NOTE

Objet: RELEVÉ MENSUEL DES ACTES DU CONSEIL - FÉVRIER 2010

Le présent document contient:

- à l'ANNEXE I, un relevé des actes adoptés par le Conseil en février 2010¹²;
- à l'ANNEXE II, des informations supplémentaires sur l'adoption de ces actes. La PARTIE I fournit des informations concernant l'adoption des actes législatifs, telles que la date d'adoption, la session du Conseil concernée, le numéro du document adopté et, le cas échéant, les règles applicables en matière de vote, les résultats du vote, l'explication du vote et les déclarations inscrites au procès-verbal du Conseil. La PARTIE II fournit des informations relatives à l'adoption d'autres actes, que le Conseil a décidé de rendre publiques.

Le présent document est également disponible sur Internet (<http://consilium.europa.eu/>), à la rubrique "Documents", "Transparence législative", "Relevé des actes du Conseil". Les documents mentionnés dans le relevé figurent dans le registre public des documents du Conseil (Accès aux documents du Conseil: [registre public](#)).

¹ À l'exception de certains actes de portée limitée tels que les décisions de procédure, les nominations, les décisions d'organes établis par des accords internationaux, les décisions budgétaires ponctuelles, etc.

² En ce qui concerne les actes législatifs adoptés dans le cadre de la procédure législative ordinaire, il est possible que la date de la session du Conseil au cours de laquelle l'acte a été adopté diffère de la date effective de l'acte en question, étant donné que les actes législatifs relevant de la procédure législative ordinaire ne sont considérés comme adoptés qu'après leur signature par le président du Conseil et le président du Parlement européen ainsi que par les secrétaires généraux respectifs des deux institutions.

Il est à noter que seuls les procès-verbaux relatifs à l'adoption définitive des actes législatifs font foi (accessibles sur Internet : <http://consilium.europa.eu/>, à la rubrique "Documents", puis "Transparence législative", "Procès-verbaux du Conseil").

**LISTE DES ACTES ADOPTÉS PAR LE CONSEIL
EN FÉVRIER 2010**

Procédure écrite achevée le 4 février 2010

2010/96/PESC: Décision 2010/96/PESC du Conseil du 15 février 2010 relative à une mission militaire de l'Union européenne visant à contribuer à la formation des forces de sécurité somaliennes

JO L 44 du 19.2.2010, p. 16

Procédure écrite achevée le 9 février 2010

Déclaration du Conseil concernant l'accord entre l'UE et les États-Unis sur le transfert de données de messagerie financière aux fins du programme de surveillance du financement du terrorisme
Doc. 6170/2/10 REV 2

Procédure écrite achevée le 11 février 2010

Règlement d'exécution (UE) n° 126/2010 du Conseil du 11 février 2010 prorogeant la suspension du droit antidumping définitif institué par le règlement (CE) n° 1683/2004 sur les importations de glyphosate originaire de la République populaire de Chine

JO L 40 du 13.2.2010, p. 1

2993^{ème} session du Conseil de l'Union européenne (ÉDUCATION, JEUNESSE et CULTURE), tenue à Bruxelles le 15 février 2010

Position du Conseil en première lecture en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) (refonte)

Doc. 11962/1/09 REV 1 + COR 1 (fi) + COR 2 (hu)

Directive du Parlement européen et du Conseil visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (directive "Services de médias audiovisuels") (version codifiée)

Doc. PE-CONS 3683/09

Décision du Conseil relative à la position à adopter par l'Union européenne concernant la proposition de modifier l'annexe A de l'accord entre la Communauté européenne et le gouvernement de la République populaire de Chine relatif aux précurseurs de drogues et aux substances utilisés fréquemment pour la fabrication illicite de drogues ou de substances psychotropes

Doc. 5404/10

Conclusions du Conseil concernant l'établissement du dialogue UE - République de Moldavie sur les droits de l'homme

Doc. 5927/10

Règlement d'exécution (UE) n° 143/2010 du Conseil du 15 février 2010 portant retrait temporaire du régime spécial d'encouragement en faveur du développement durable et de la bonne gouvernance prévu par le règlement (CE) n° 732/2008 au bénéfice de la République socialiste démocratique de Sri Lanka
JO L 45 du 20.2.2010, p. 1

2994^{ème} session du Conseil de l'Union européenne (AFFAIRES ÉCONOMIQUES et FINANCIÈRES), tenue à Bruxelles le 16 février 2010

Directive 2010/12/UE du Conseil du 16 février 2010 modifiant les directives 92/79/CEE, 92/80/CEE et 95/59/CE en ce qui concerne la structure et les taux des accises applicables aux tabacs manufacturés ainsi que la directive 2008/118/CE
JO L 50 du 27.2.2010, p. 1

Décision du Conseil modifiant la décision 2009/459/CE du 6 mai 2009 fournissant un soutien financier communautaire à moyen terme à la Roumanie
Doc. 6244/10

2010/114/: Décision du Conseil du 16 février 2010 modifiant la décision 1999/70/CE concernant les commissaires aux comptes extérieurs des Banques centrales nationales en ce qui concerne le commissaire aux comptes extérieur de la Central Bank and Financial Services Authority of Ireland
JO L 47 du 24.2.2010, p. 16

Décision d'exécution du Conseil du 16 février 2010 autorisant la République de Lituanie à proroger l'application d'une mesure dérogeant à l'article 193 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée
JO L 45 du 20.2.2010, p. 10

Déclaration du Conseil sur la déclaration d'assurance de la Cour des comptes relative aux activités relevant des septième, huitième, neuvième et dixième Fonds européens de développement pour l'exercice 2008
Doc. 5873/10

2010/97/PESC: Décision 2010/97/PESC du Conseil du 16 février 2010 adaptant et prorogeant la période d'application des mesures prévues par la décision 2002/148/CE portant conclusion des consultations engagées avec le Zimbabwe en application de l'article 96 de l'accord de partenariat ACP-CE
JO L 44 du 19.2.2010, p. 20

2010/98/: Décision du Conseil du 16 février 2010 portant nomination des membres titulaires et des membres suppléants du comité consultatif pour la sécurité et la santé sur le lieu du travail
JO L 45 du 20.2.2010, p. 5

Avis du Conseil relatif au programme de stabilité actualisé de la Grèce pour 2010-2013
Doc. 6126/10

Décision du Conseil mettant la Grèce en demeure de prendre des mesures pour procéder à la réduction du déficit jugée nécessaire pour remédier à la situation de déficit excessif
Doc. 6147/10

Recommandation du Conseil visant à mettre fin à la non-conformité aux grandes orientations des politiques économiques en Grèce et à supprimer le risque de compromettre le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire

Doc. 6145/10

Décision du Conseil rendant publique la recommandation n° ... du Conseil du 16 février 2010 visant à mettre fin à la non-conformité aux grandes orientations des politiques économiques en Grèce et à supprimer le risque de compromettre le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire

Doc. 6146/10

Recommandation du Conseil à Malte visant à ce qu'il soit mis fin à la situation de déficit public excessif

Doc. 5902/10

Recommandation du Conseil à la Lituanie visant à ce qu'il soit mis fin à la situation de déficit public excessif

Doc. 5903/10

Recommandation du Conseil à la Roumanie visant à ce qu'il soit mis fin à la situation de déficit public excessif

Doc. 6231/10

Conclusions du Conseil sur l'approfondissement du marché unique - Les services dans le marché intérieur et la surveillance du marché

Doc. 6060/10

2995^{ème} session du Conseil de l'Union européenne (AGRICULTURE et PÊCHE), tenue à Bruxelles le 22 février 2010

Position du Conseil en première lecture en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au réseau ferroviaire européen pour un fret compétitif

Doc. 11069/5/09 REV 5

Décision du Conseil du 22 février 2010 portant nomination des membres du Comité du Fonds social européen

JO C 53 du 3.3.2010, p. 2

Décision du Conseil concernant la position à prendre par l'Union européenne au sein du Comité de coopération établi par l'accord de coopération et d'union douanière entre la Communauté économique européenne et la République de Saint-Marin en vue de l'adoption de la décision "omnibus"

Doc. 5757/10

2996^{ème} session du Conseil de l'Union européenne (AFFAIRES ÉTRANGÈRES), tenue à Bruxelles le 22 février 2010

Conclusions du Conseil sur le Zimbabwe

Doc. 6819/10

Conclusions du Conseil sur la République de Moldavie: mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région moldave de Transnistrie
Doc. 6329/10

2010/108/PESC: Décision 2010/108/PESC du Conseil du 22 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne en République de Moldavie
JO L 46 du 23.2.2010, p. 12

2010/109/PESC: Décision 2010/109/PESC du Conseil du 22 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud
JO L 46 du 23.2.2010, p. 16

2010/107/PESC: Décision 2010/107/PESC du Conseil du 22 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Moyen-Orient
JO L 46 du 23.2.2010, p. 8

2010/106/PESC: Décision 2010/106/PESC du Conseil du 22 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la crise en Géorgie
JO L 46 du 23.2.2010, p. 5

2010/113/PESC: Décision 2010/113/PESC du Conseil du 22 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs africains
JO L 46 du 23.2.2010, p. 30

2010/112/PESC: Décision 2010/112/PESC du Conseil du 22 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale
JO L 46 du 23.2.2010, p. 27

2010/111/PESC: Décision 2010/111/PESC du Conseil du 22 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine
JO L 46 du 23.2.2010, p. 23

2010/110/PESC: Décision 2010/110/PESC du Conseil du 22 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Soudan
JO L 46 du 23.2.2010, p. 20

Règlement d'exécution (UE) n° 157/2010 du Conseil du 22 février 2010 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains mécanismes pour reliure à anneaux originaires de la République populaire de Chine à l'issue d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures effectué en vertu de l'article 11, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 384/96
JO L 49 du 26.2.2010, p. 1

Règlement d'exécution (UE) n° 151/2010 du Conseil du 22 février 2010 clôturant le réexamen intermédiaire partiel des mesures antidumping applicables aux importations de certaines électrodes en tungstène originaires de la République populaire de Chine
JO L 48 du 25.2.2010, p. 1

Procédure écrite achevée le 25 février 2010

2010/121/PESC: Décision 2010/121/PESC du Conseil du 25 février 2010 modifiant l'annexe de la position commune 2004/161/PESC renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe
JO L 49 du 26.2.2010, p. 30

2998^{ème} session du Conseil de l'Union européenne (JUSTICE et AFFAIRES INTÉRIEURES), tenue à Bruxelles les 25 et 26 février 2010

Position du Conseil en première lecture en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'un Bureau européen d'appui en matière d'asile
Doc. 16626/09 + COR 1 (lv) + REV 1 (fi)

Position du Conseil en première lecture en vue de l'adoption de la décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision n° 573/2007/CE portant création du Fonds européen pour les réfugiés pour la période 2008-2013 en ce qui concerne la suppression du financement de certaines actions communautaires et le changement de la limite pour leur financement
Doc. 16627/1/09 REV 1

Règlement d'exécution (UE) n° 210/2010 du Conseil du 25 février 2010 modifiant les listes des procédures d'insolvabilité, des procédures de liquidation et des syndics figurant aux annexes A, B et C du règlement (CE) n° 1346/2000 relatif aux procédures d'insolvabilité et codifiant les annexes A, B et C de ce règlement
JO L 65 du 13.3.2010, p. 1

2010/131/: Décision du Conseil du 25 février 2010 instituant le comité permanent de coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure
JO L 52 du 3.3.2010, p. 50

2010/119/PESC: Décision 2010/119/PESC du Conseil du 25 février 2010 prorogeant et modifiant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne auprès de l'Union africaine
JO L 49 du 26.2.2010, p. 26

2010/120/PESC: Décision 2010/120/PESC du Conseil du 25 février 2010 prorogeant et modifiant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Afghanistan et le Pakistan
JO L 49 du 26.2.2010, p. 28

2010/118/PESC: Décision 2010/118/PESC du Conseil du 25 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne au Kosovo
JO L 49 du 26.2.2010, p. 22

Décision du Conseil relative à la position que l'Union européenne doit adopter au sein du comité intérimaire UE-Serbie concernant son règlement intérieur et notamment le mandat et la structure des sous-comités UE-Serbie
Doc. 6098/10

2010/124/: Décision du Conseil du 25 février 2010 relative aux règles de fonctionnement du comité prévu à l'article 255 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
JO L 50 du 27.2.2010, p. 18

2010/125/: Décision du Conseil du 25 février 2010 portant désignation des membres du comité prévu à l'article 255 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
JO L 50 du 27.2.2010, p. 20

Conclusions du Conseil concernant 29 mesures pour renforcer la protection des frontières extérieures et lutter contre l'immigration clandestine
Doc. 6435/2/10 REV 2

INFORMATIONS SUR L'ADOPTION DES ACTES LÉGISLATIFS FÉVRIER 2010			
TITRE DE L'ACTE LÉGISLATIF	TEXTES ADOPTÉS	RÈGLE DE VOTE	VOTES
2993^{ème} session du Conseil de l'Union européenne (ÉDUCATION, JEUNESSE et CULTURE), tenue à Bruxelles le 15 février 2010 Position du Conseil en première lecture en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) (refonte)	11962/2/09 REV 2 + COR 1 (fi) + COR 2 (hu) + REV 3 (fr)	Unanimité	Tous les États membres en faveur, excepté: abstention: AT, DE, DK et IE
Déclaration de la Commission relative aux tableaux de correspondance La Commission rappelle sa position sur la création, par les États membres, de tableaux de correspondance entre les mesures de transposition qu'ils adoptent et la directive, dans l'intérêt des citoyens, de la qualité de la législation et de la transparence, outre que ces tableaux facilitent le contrôle de conformité des règles nationales avec les dispositions communautaires. En l'occurrence, la Commission ne s'oppose pas à un accord au sein du Conseil afin que la procédure interinstitutionnelle sur ce dossier puisse trouver une issue favorable, à la lumière des discussions horizontales en cours sur cette question entre les institutions.			
Déclaration de la Commission relative à l'article 14, paragraphe 3, points c) et d) La Commission est d'avis que les orientations non contraignantes ne devraient pas être adoptées par comitologie puisque le traité lui confère le droit autonome d'adopter elle-même ces documents. La Commission estime dès lors que les dispositions de l'article 13, paragraphe 3, points c) et d), prévoyant l'adoption des orientations par la procédure de réglementation ne sauraient remettre ce droit en question.			

INFORMATIONS SUR L'ADOPTION DES ACTES LÉGISLATIFS FÉVRIER 2010			
TITRE DE L'ACTE LÉGISLATIF	TEXTES ADOPTÉS	RÈGLE DE VOTE	VOTES
Déclaration de la Commission relative à la détermination des compétences à conférer à la Commission eu égard à l'article 13, paragraphe 5, à l'article 41 et à l'article 48, paragraphe 5 La Commission ne partage pas l'avis du Conseil selon lequel l'article 291 du TFUE est la base juridique la plus appropriée pour l'adoption des mesures prévues à l'article 13, paragraphe 5, à l'article 41 et à l'article 48, paragraphe 5. Ces mesures sont de portée générale et visent à compléter l'acte de base par l'ajout de certains éléments non essentiels. En conséquence, leur adoption devrait relever de la procédure des actes délégués (article 290 du TFUE). Déclaration de l'Autriche, du Danemark, de l'Allemagne et de l'Irlande relative à la directive sur les émissions industrielles L'Autriche, le Danemark, l'Allemagne et l'Irlande regrettent que la position du Conseil ne défende pas une doctrine plus ambitieuse en matière de protection de la santé humaine et de l'environnement, ni ne préconise une base plus solide pour assurer une mise œuvre plus cohérente et uniforme des politiques visant à créer des conditions plus égales et équitables dans l'ensemble de l'UE. Ces pays préféreraient notamment: i) prévoir une base plus solide pour la mise en œuvre effective des dispositions issues des documents de référence MTD; ii) limiter la dérogation à ces dispositions visée à l'article 15, paragraphe 4, et préciser les conditions du recours à celle-ci; et iii) limiter les exemptions et raccourcir les délais d'entrée en vigueur des exigences applicables aux grandes installations de combustion. Ces raisons font que les pays susmentionnés ont décidé de s'abstenir lors du vote sur la position du Conseil en première lecture.			
Directive du Parlement européen et du Conseil visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (directive "Services de médias audiovisuels") (version codifiée) 2994^{ème} session du Conseil de l'Union européenne (AFFAIRES ÉCONOMIQUES et FINANCIÈRES), tenue à Bruxelles le 16 février 2010	PE-CONS 3683/09	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur

INFORMATIONS SUR L'ADOPTION DES ACTES LÉGISLATIFS FÉVRIER 2010			
TITRE DE L'ACTE LÉGISLATIF	TEXTES ADOPTÉS	RÈGLE DE VOTE	VOTES
Directive 2010/12/UE du Conseil du 16 février 2010 modifiant les directives 92/79/CEE, 92/80/CEE et 95/59/CE en ce qui concerne la structure et les taux des accises applicables aux tabacs manufacturés ainsi que la directive 2008/118/CE Déclaration du Conseil et de la Commission Concernant l'article 1^{er}, paragraphe 2 Le Conseil et la Commission déclarent que les États membres peuvent compenser l'incidence d'une augmentation du taux de la taxe sur la valeur ajoutée qui, étant donné que la taxe sur la valeur ajoutée est perçue sur la valeur des marchandises y compris l'accise, augmentera l'accise globale, même si cette compensation entraîne une réduction provisoire de l'accise en pourcentage du prix moyen pondéré de vente au détail en dessous du niveau minimal autorisé. Déclaration de la Pologne Concernant l'article 5, paragraphe 1 En raison des particularités de ses procédures législatives nationales, la Pologne rappelle qu'une transposition en temps voulu de la directive dans le droit national (comme prévu à l'article 5, paragraphe 1) ne sera possible que si la date de publication de la directive au Journal officiel de l'UE n'est pas postérieure au 1^{er} mars 2010. 2995^{ème} session du Conseil de l'Union européenne (AGRICULTURE et PÊCHE), tenue à Bruxelles le 22 février 2010	17778/3/09 REV 3	Unanimité	Tous les États membres en faveur
Position du Conseil en première lecture en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au réseau ferroviaire européen pour un fret compétitif	11069/5/09 REV 5	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur

INFORMATIONS SUR L'ADOPTION DES ACTES LÉGISLATIFS FÉVRIER 2010			
TITRE DE L'ACTE LÉGISLATIF	TEXTES ADOPTÉS	RÈGLE DE VOTE	VOTES
Déclaration de la Suède La Suède estime qu'il est urgent de donner aux transports de fret une meilleure accessibilité aux réseaux ferroviaires européens. Pour des raisons de politique environnementale et afin de lutter contre le réchauffement climatique, il est important de commencer à exploiter les possibilités qu'offre le rail pour assurer de manière efficace les transports de longue distance de volumes élevés de fret. Pour la Suède, l'accord politique dégagé sur la proposition relative au réseau ferroviaire européen pour un fret compétitif est un pas dans la bonne direction, même s'il aurait été souhaitable qu'il aille plus loin. Par conséquent, la Suède soutient l'accord mais estime que des efforts supplémentaires auraient pu être déployés en ce qui concerne les conditions d'accessibilité et d'utilisation des corridors de fret ferroviaire, ainsi que les possibilités de créer de nouveaux corridors adaptés à la demande du marché pour le transport ferroviaire international de fret.			
2998^{ème} session du Conseil de l'Union européenne (JUSTICE et AFFAIRES INTÉRIEURES), tenue à Bruxelles les 25 et 26 février 2010			
Position du Conseil en première lecture en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'un Bureau européen d'appui en matière d'asile	16626/09 + COR 1 (lv) + REV 1 (fi)	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur
Déclaration interinstitutionnelle Le Parlement européen, le Conseil et la Commission ont mis en place un groupe de travail interinstitutionnel chargé d'évaluer la cohérence, l'efficacité et la transparence des agences de régulation, ainsi que la manière dont elles rendent compte de leurs activités, et de dégager des perspectives communes sur la manière d'améliorer leur fonctionnement. Ce groupe se concentre actuellement sur plusieurs questions essentielles, telles que le rôle et la place des agences de régulation dans l'architecture institutionnelle de l'UE, leur mise en place, leur structure et leur mode de fonctionnement, et sur des questions liées à leur financement, à leur surveillance et à leur gestion. La formule retenue pour la nomination du directeur du futur Bureau européen d'appui en matière d'asile (article 28 du règlement de base), qui prévoit que le Parlement européen "peut adopter un avis énonçant son appréciation sur le candidat retenu" et que "le conseil d'administration informe le Parlement européen de la manière dont il a été tenu compte de son avis", devrait être envisagée dans le contexte des efforts interinstitutionnels pour améliorer la gouvernance et la responsabilisation des agences.			

INFORMATIONS SUR L'ADOPTION DES ACTES LÉGISLATIFS FÉVRIER 2010			
TITRE DE L'ACTE LÉGISLATIF	TEXTES ADOPTÉS	RÈGLE DE VOTE	VOTES
Position du Conseil en première lecture en vue de l'adoption de la décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision n° 573/2007/CE portant création du Fonds européen pour les réfugiés pour la période 2008-2013 en ce qui concerne la suppression du financement de certaines actions communautaires et le changement de la limite pour leur financement	16627/1/09 REV 1	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur

INFORMATIONS CONCERNANT L'ADOPTION D'AUTRES ACTES FÉVRIER 2010	
AUTRES ACTES	Votes/Déclarations rendues publiques
Procédure écrite achevée le 4 février 2010 2010/96/PESC: Décision 2010/96/PESC du Conseil du 15 février 2010 relative à une mission militaire de l'Union européenne visant à contribuer à la formation des forces de sécurité somaliennes Doc. 5770/10 + COR 1	abstention: DK et NL
Procédure écrite achevée le 9 février 2010 Déclaration du Conseil concernant l'accord entre l'UE et les États-Unis sur le transfert de données de messagerie financière aux fins du programme de surveillance du financement du terrorisme Doc. 6170/2/10 REV 2	Majorité qualifiée Tous les États membres en faveur, excepté: abstention: AT et DE
Procédure écrite achevée le 11 février 2010 Règlement d'exécution (UE) n° 126/2010 du Conseil du 11 février 2010 prorogeant la suspension du droit antidumping définitif institué par le règlement (CE) n° 1683/2004 sur les importations de glyphosate originaire de la République populaire de Chine Doc. 6057/10	
2993^{ème} session du Conseil de l'Union européenne (ÉDUCATION, JEUNESSE et CULTURE), tenue à Bruxelles le 15 février 2010	

INFORMATIONS CONCERNANT L'ADOPTION D'AUTRES ACTES FÉVRIER 2010	
AUTRES ACTES	Votes/Déclarations rendues publiques
Décision du Conseil relative à la position à adopter par l'Union européenne concernant la proposition de modifier l'annexe A de l'accord entre la Communauté européenne et le gouvernement de la République populaire de Chine relatif aux précurseurs de drogues et aux substances utilisés fréquemment pour la fabrication illicite de drogues ou de substances psychotropes Doc. 5404/10 Conclusions du Conseil concernant l'établissement du dialogue UE - République de Moldavie sur les droits de l'homme Doc. 5927/10 Règlement d'exécution (UE) n° 143/2010 du Conseil du 15 février 2010 portant retrait temporaire du régime spécial d'encouragement en faveur du développement durable et de la bonne gouvernance prévu par le règlement (CE) n° 732/2008 au bénéfice de la République socialiste démocratique de Sri Lanka Doc. 5470/10 2994^{ème} session du Conseil de l'Union européenne (AFFAIRES ÉCONOMIQUES et FINANCIÈRES), tenue à Bruxelles le 16 février 2010 Décision du Conseil modifiant la décision 2009/459/CE du Conseil du 6 mai 2009 fournissant un soutien financier communautaire à moyen terme à la Roumanie Doc. 6244/10	

INFORMATIONS CONCERNANT L'ADOPTION D'AUTRES ACTES FÉVRIER 2010	
AUTRES ACTES	Votes/Déclarations rendues publiques
2010/114/: Décision du Conseil du 16 février 2010 modifiant la décision 1999/70/CE concernant les commissaires aux comptes extérieurs des Banques centrales nationales en ce qui concerne le commissaire aux comptes extérieur de la Central Bank and Financial Services Authority of Ireland Doc. 5058/10 Décision d'exécution du Conseil du 16 février 2010 autorisant la République de Lituanie à proroger l'application d'une mesure dérogeant à l'article 193 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée Doc. 5348/10 Déclaration du Conseil sur la déclaration d'assurance de la Cour des comptes relative aux activités relevant des septième, huitième, neuvième et dixième Fonds européens de développement pour l'exercice 2008 Doc. 5873/10 2010/97/PESC: Décision 2010/97/PESC du Conseil du 16 février 2010 adaptant et prorogeant la période d'application des mesures prévues par la décision 2002/148/CE portant conclusion des consultations engagées avec le Zimbabwe en application de l'article 96 de l'accord de partenariat ACP-CE Doc. 5837/10 2010/98/: Décision du Conseil du 16 février 2010 portant nomination des membres titulaires et des membres suppléants du comité consultatif pour la sécurité et la santé sur le lieu du travail Doc. 5566/5/10 REV 5 Avis du Conseil relatif au programme de stabilité actualisé de la Grèce pour 2010-2013 Doc. 6126/10	

INFORMATIONS CONCERNANT L'ADOPTION D'AUTRES ACTES FÉVRIER 2010	
AUTRES ACTES	Votes/Déclarations rendues publiques
Décision du Conseil mettant la Grèce en demeure de prendre des mesures pour procéder à la réduction du déficit jugée nécessaire pour remédier à la situation de déficit excessif Doc. 6147/10 Recommandation du Conseil visant à mettre fin à la non-conformité aux grandes orientations des politiques économiques en Grèce et à supprimer le risque de compromettre le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire Doc. 6145/10 Décision du Conseil rendant publique la recommandation n° ... du Conseil du 16 février 2010 visant à mettre fin à la non-conformité aux grandes orientations des politiques économiques en Grèce et à supprimer le risque de compromettre le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire Doc. 6146/10 Recommandation du Conseil à Malte visant à ce qu'il soit mis fin à la situation de déficit public excessif Doc. 5902/10 Recommandation du Conseil à la Lituanie visant à ce qu'il soit mis fin à la situation de déficit public excessif Doc. 5903/10 Recommandation du Conseil à la Roumanie visant à ce qu'il soit mis fin à la situation de déficit public excessif Doc. 6231/10	

INFORMATIONS CONCERNANT L'ADOPTION D'AUTRES ACTES FÉVRIER 2010	
AUTRES ACTES	Votes/Déclarations rendues publiques
Conclusions du Conseil sur l'approfondissement du marché unique - Les services dans le marché intérieur et la surveillance du marché Doc. 6060/10 2995^{ème} session du Conseil de l'Union européenne (AGRICULTURE et PÊCHE), tenue à Bruxelles le 22 février 2010 Décision du Conseil du 22 février 2010 portant nomination des membres du Comité du Fonds social européen Doc. 5959/3/10 REV 3 Décision du Conseil concernant la position à prendre par l'Union européenne au sein du Comité de coopération établi par l'accord de coopération et d'union douanière entre la Communauté économique européenne et la République de Saint-Marin en vue de l'adoption de la décision "omnibus" Doc. 5757/10 2996^{ème} session du Conseil de l'Union européenne (AFFAIRES ÉTRANGÈRES), tenue à Bruxelles le 22 février 2010 Conclusions du Conseil sur le Zimbabwe Doc. 6819/10 Conclusions du Conseil sur la République de Moldavie: mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région moldave de Transnistrie Doc. 6329/10	

INFORMATIONS CONCERNANT L'ADOPTION D'AUTRES ACTES FÉVRIER 2010	
AUTRES ACTES	Votes/Déclarations rendues publiques
2010/108/PESC: Décision 2010/108/PESC du Conseil du 22 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne en République de Moldavie Doc. 6084/10 2010/109/PESC: Décision 2010/109/PESC du Conseil du 22 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud Doc. 6107/10 2010/107/PESC: Décision 2010/107/PESC du Conseil du 22 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Moyen-Orient Doc. 6083/10 2010/106/PESC: Décision 2010/106/PESC du Conseil du 22 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la crise en Géorgie Doc. 6080/10 2010/113/PESC: Décision 2010/113/PESC du Conseil du 22 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs africains Doc. 6189/10 2010/112/PESC: Décision 2010/112/PESC du Conseil du 22 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale Doc. 6159/10	

INFORMATIONS CONCERNANT L'ADOPTION D'AUTRES ACTES FÉVRIER 2010	
AUTRES ACTES	Votes/Déclarations rendues publiques
2010/111/PESC: Décision 2010/111/PESC du Conseil du 22 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine Doc. 6121/10 2010/110/PESC: Décision 2010/110/PESC du Conseil du 22 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Soudan Doc. 6109/10 Règlement d'exécution (UE) n° 157/2010 du Conseil du 22 février 2010 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains mécanismes pour reliure à anneaux originaires de la République populaire de Chine à l'issue d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures effectué en vertu de l'article 11, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 384/96 Doc. 5921/10 Règlement d'exécution (UE) n° 151/2010 du Conseil du 22 février 2010 clôturant le réexamen intermédiaire partiel des mesures antidumping applicables aux importations de certaines électrodes en tungstène originaires de la République populaire de Chine Doc. 5941/10 Procédure écrite achevée le 25 février 2010 2010/121/PESC: Décision 2010/121/PESC du Conseil du 25 février 2010 modifiant l'annexe de la position commune 2004/161/PESC renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe Doc. 6276/10 + ADD 1 + COR 1 (et)	

INFORMATIONS CONCERNANT L'ADOPTION D'AUTRES ACTES FÉVRIER 2010	
AUTRES ACTES	Votes/Déclarations rendues publiques
2998^{ème} session du Conseil de l'Union européenne (JUSTICE et AFFAIRES INTÉRIEURES), tenue à Bruxelles les 25 et 26 février 2010	
Règlement d'exécution (UE) n° 210/2010 du Conseil du 25 février 2010 modifiant les listes des procédures d'insolvabilité, des procédures de liquidation et des syndics figurant aux annexes A, B et C du règlement (CE) n° 1346/2000 relatif aux procédures d'insolvabilité et codifiant les annexes A, B et C de ce règlement Doc. 5527/10 2010/131/: Décision du Conseil du 25 février 2010 instituant le comité permanent de coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure Doc. 16515/09 + COR 1 (dk) + REV 1 (fi)	
Déclaration du Conseil concernant la composition du comité permanent de coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure (COSI)	
Étant donné son rôle opérationnel, le COSI fonctionnera à partir des capitales. Chaque État membre décidera s'il a un représentant unique pour toutes les questions ou plusieurs représentants; dans les deux cas, les représentants bénéficieront d'un soutien approprié. Le nombre de délégués sera toutefois limité afin d'assurer l'efficacité des travaux du comité. Les travaux du COSI bénéficieront d'un soutien depuis Bruxelles. Les conseillers JAI joueront un rôle de soutien et se réuniront, le cas échéant, entre les réunions principales du COSI.	
2010/119/PESC: Décision 2010/119/PESC du Conseil du 25 février 2010 prorogeant et modifiant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne auprès de l'Union africaine Doc. 6191/10	

INFORMATIONS CONCERNANT L'ADOPTION D'AUTRES ACTES FÉVRIER 2010	
AUTRES ACTES	Votes/Déclarations rendues publiques
2010/120/PESC: Décision 2010/120/PESC du Conseil du 25 février 2010 prorogeant et modifiant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Afghanistan et le Pakistan Doc. 6193/10 2010/118/PESC: Décision 2010/118/PESC du Conseil du 25 février 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne au Kosovo Doc. 6082/10 Décision du Conseil relative à la position que l'Union européenne doit adopter au sein du comité intérimaire UE-Serbie concernant son règlement intérieur et notamment le mandat et la structure des sous-comités UE-Serbie Doc. 6098/10 2010/124/: Décision du Conseil du 25 février 2010 relative aux règles de fonctionnement du comité prévu à l'article 255 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne Doc. 6176/10 2010/125/: Décision du Conseil du 25 février 2010 portant désignation des membres du comité prévu à l'article 255 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne Doc. 6177/10 Conclusions du Conseil concernant 29 mesures pour renforcer la protection des frontières extérieures et lutter contre l'immigration clandestine Doc. 6435/2/10 REV 2	